

4 Économie

Industrie

Inauguration aujourd'hui des "Acieries du Gabon" et de GIM Gabon

MZM
Libreville/Gabon

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, procède ce jeudi 11 février 2016, à l'inauguration de deux projets industriels implantés dans la Zone économique à régime privilégié (ZERP) de Nkok, à savoir, "Les Acieries du Gabon" et "Gaz industriel et médical (GIM) Gabon". Le premier projet est destiné à la valorisation des rebuts ferreux. En effet, la société "Les Acieries du Gabon" est une fonderie dédiée à la fabrication de fers à béton utilisés dans la construction. L'inauguration de cette usine intervient trois mois après le lancement, avec

succès, de la première coulée, en présence du ministre des Mines et de l'Industrie, Martial-Rufin Moussavou.

La société "Les Acieries du Gabon", dotée d'équipements de dernière technologie, a une capacité de production annuelle de 60 000 tonnes d'acier, essentiellement des fers à béton, des fers carrés, des tubes carrés, des tubes rectangulaires et des tubes ronds.

En ce qui concerne GIM Gabon, il s'agit d'une usine spécialisée dans la production de gaz industriel. Sa capacité de production est de 300 mètres cubes par heure, notamment de l'oxygène, de l'acétylène et de l'argon.

Ces deux projets intègrent parfaitement la vision de diversification du tissu écono-

mique du Gabon. En effet, l'ambition du gouvernement gabonais, dans le cadre de la diversification de son économie, est de s'appuyer sur un pilier industriel fort et innovant, se traduisant par la remontée de la chaîne de valeur dans ce domaine.

Les deux projets ont également un impact positif sur le plan de la résorption du chômage. «*En phase de démarrage, les sociétés Les Acieries du Gabon et GIM Gabon, en emplois directs, comptent 400 salariés. Elles compteront 200 emplois de plus (600 en tout) lorsqu'elles tourneront à plein régime. De même, 6000 emplois indirects sont prévus*», assure Mesmin Sigha, le directeur général, qui précise que plus de 80% de ces emplois touchent prioritaire-



Photo : Oyam
Le ministre des Mines et de l'Industrie, Martial-Rufin Moussavou, accompagné d'autres officiels, lors de sa visite aux "Acieries du Gabon".

ment les nationaux. Pour le ministre des Mines et de l'Industrie, Martial-Rufin Moussavou, il est important d'encourager et d'accompagner les hommes d'affaires qui prennent le risque d'in-

vestir dans des secteurs d'activités nouveaux dans notre pays. La production de fer à béton et de gaz industriel étant des domaines pour lesquels le Gabon n'a pas forcément une expérience avérée.

Mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux

Les administrations publiques en formation

JM & MZM
Libreville/Gabon

LA mise en œuvre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (SNLCCBC) franchit une nouvelle étape avec la tenue, depuis hier mercredi 10 février, ce jusqu'à demain vendredi 12 février, au siège de la Commission nationale de lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), à Libreville, d'un "Atelier de formation sur les outils de suivi-évaluation et la Gestion axée sur les résultats (GAR)". Les travaux ont été ouverts par le secrétaire général adjoint 2 du ministère de l'Economie, Hamidou Hokaba, en présence du représentant-résident du Programme des nations

unies pour le développement (PNUD) au Gabon, Marie-Evelyne Petrus-Barry, et du président de la CNLCEI, Dieudonné Odounga Awassi.

La formation concerne une trentaine de participants issus de dix secteurs prioritaires contenus dans la SNLCCBC : Budget d'investissement public et marchés publics ; Secteur privé et Climat des Affaires ; Décentralisation ; Education ; Finances (Douanes/Impôts/Trésor) ; Forêts et Environnement ; Mines et Industries extractives ; Santé publique ; Transports et Justice.

L'objectif global de cet atelier est de contribuer au renforcement des capacités des parties prenantes de la stratégie en matière de suivi-évaluation et gestion axée sur les résultats. Cette formation fait partie des activités du Projet d'appui à la

lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux (PACLEI), dont le secrétariat exécutif est basé au PNUD, pour une durée de trois ans (2015-2017) dans sa phase initiale.

Selon les termes de références, «*la mise en œuvre du PACLEI et la poursuite des objectifs de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux privilégient une gestion axée sur les résultats. Ce qui nécessite de déterminer des indicateurs précis de mesure de progrès dans les dix (10) secteurs ciblés et des indicateurs de performance globale du projet, ainsi que de renforcer les capacités des parties prenantes en gestion axée sur les résultats*».

Avec l'appui du PNUD, le gouvernement gabonais a élaboré un document de stratégie de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux, signé en



Photo : Jean Madouma
Le Secrétaire général adjoint 2 du ministère de l'Economie, Hamidou Hokaba, ouvrant les travaux de l'atelier sur la lutte contre corruption et le blanchiment des capitaux.

2013 par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, et officiellement lancé en 2015 par le Premier ministre, chef du gouvernement, Pr Daniel Ona Ondo.

«*Suite au lancement de ce projet, diverses activités menées en 2015 ont enregistré des progrès importants que nous devrions pérenniser et renforcer, notamment à l'aide d'outils de suivi-évaluation pertinents, dans le cadre d'un système de gestion axé sur les résultats*», a souligné Marie-Evelyne Petrus-Barry. La stratégie nationale vise

donc à prévenir, sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs, ainsi qu'à soutenir la lutte contre l'impunité des auteurs de la corruption et du blanchiment des capitaux. «*C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent atelier au cours duquel, trois jours durant, vous aurez à assimiler les mécanismes de mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats, dont l'un des objectifs consiste à vous approprier ces outils, dans l'optique de la réussite des activités de la stratégie*», a insisté Hamidou Hokaba.

Classement Transparency international de l'année 2015

Dieudonné Odounga Awassi : "Le Gabon ne se trouve pas dans la zone rouge"

MZM
Libreville/Gabon

D'APRÈS le dernier classement de l'Organisation non gouvernementale (ONG) britannique Transparency international de l'année 2015, le Gabon occupe le 99e rang sur 168 États. En Afrique centrale, notre pays se trouve derrière São-Tomé et Príncipe, mais c'est le premier pays de la

Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac). Classé à la 127e place en 2012, puis à 123e en 2014, notre pays a progressé de plusieurs places au plan mondial.

Selon le président de la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI), Dieudonné Odounga Awassi, cette amélioration marque un certain progrès dans la lutte contre la corruption, même si, re-

connait-il, beaucoup reste à faire. En effet, argumente-t-il, du point de vue de l'Indice de perception de la corruption (IPC), notre pays est à 34/100 en 2015 contre 37/100 en 2014 et 34/100 en 2013 et 35/100 en 2012. «*Ce qui signifie que le Gabon ne se trouve pas dans la zone rouge avec moins de 30/100. Mais, il n'a pas encore obtenu un indice supérieur ou égal à 50/100 pour être dans la zone d'intégrité. Cela devient un objectif prioritaire et un impératif en matière*

de lutte contre la corruption et le blanchiment des capitaux au Gabon. C'est pourquoi, les participants à cet atelier doivent être très attentifs aux enseignements donnés par les experts, afin de s'approprier les outils d'évaluation. Je voudrais demander aux experts de faire plus de pratique que de théorie, afin de permettre une appropriation maximale des enseignements », a insisté le président de la CNLCEI.

Brèves

RD Congo/Notation/Standard & Poor's. L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a annoncé, dans un communiqué, publié le 5 février dernier, avoir abaissé les perspectives associées à la note souveraine de la République démocratique du Congo à «B-» à long terme et «B» à court terme. Selon l'agence cette dégradation des perspectives de la note souveraine est due à un accroissement des vulnérabilités vis-à-vis de l'extérieur. En effet, les réserves de change du pays ont atteint un niveau faible de 60 milliards de francs le 31 décembre 2015, correspondant à environ un mois de paiements courants. Standard & Poor's s'attend à ce que les déficits des comptes courants atteignent en moyenne à 9,5 % du PIB en 2016-2019, en raison de la contraction des prix des matières premières, et plus particulièrement du cuivre.

A f r i q u e subsaharienne/Classement/Résilience aux chocs extérieurs. Selon un rapport publié, début février, par le cabinet de conseil américain Frontier Strategy Group (FSG), l'Ile Maurice occupe la première place du classement des pays d'Afrique subsaharienne selon leur résilience aux chocs extérieurs. Ce classement vise à déterminer les marchés qui résistent bien à une dégradation de la conjoncture économique internationale et offrent ainsi des perspectives de croissance durable aux multinationales. Cet État insulaire de l'Océan Indien est le seul pays africain qui obtient un score supérieur à 80 points.

Endeavour Mining/Production OR. Endeavour Mining prévoit de passer d'une production de 518 000 onces en 2015 à une production comprise dans la fourchette de 575 000 à 600 000 onces d'or en 2016. Pour réaliser cet objectif, elle pourra compter sur ses cinq mines d'or situées en Afrique de l'Ouest. L'année passée la contribution des quatre principales mines a été de : 181 365 onces d'or dans la mine d'Agbaou en Côte d'Ivoire, de 152 185 onces à Tabakoto au Mali, de 110 302 onces à Nzema au Ghana puis 68 407 onces à Youga au Burkina Faso. Quoique faible, la contribution du Burkina Faso devrait croître dès que la mise en exploitation des gisements de Houndé sera effective. Les réserves minérales de cette mine sont de 2,1 millions onces.

Rassemblements par MZM

CHANGEMENTS	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 10/02/2016	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSISERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	10/02/2016	4072,99
		USD	1,1257	1USD =	582,710	1 USD	618,630	DOW JONES	10/02/2016	16014,38
		CAD	1,5601	1CAD =	420,458	1 CAD	443,372			
		JPY	129,4200	1JPY =	5,068	100 JPY	527,056			
		GBP	0,7733	1GBP =	848,279	1 GBP	884,027			
		CHF	1,0960	1CHF =	598,501	100 CHF	62675,59			
		ZAR	17,8379	1ZAR =	37,773	100 ZAR	3823,97			
		MAD	10,9209	1MAD =	60,064	1MAD	62,46			
		CNY	7,4007	1CNY =	88,634	1CNY	91,29			

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
10 Février 2016: 30,46

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>